La zone euro aux mains des spéculateurs

28/11/2010 à 6h00

La crise des monnaies européennes n'est pas terminée. La difficulté est d'enrayer la contagion, voulue par les spéculateurs, qui s'attaquent maintenant au Portugal et à l'Espagne…

Ça commence toujours de la même manière. Le matin, le Premier ministre exclut « *absolument* » toute intervention extérieure, assurant que son pays s'en sortira tout seul, avant d'accepter l'intervention de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI). Et le soir, il est à la table des négociations. Vendredi, ils étaient deux dans le rôle de ceux qui n'ont besoin de personne : José Luis Zapatero, le chef du gouvernement espagnol et José Socrates, son homologue portugais.

> ***L'inquiétude est contagieuse. Les États ne sont pas différents des ménages. Confiants, ils financent l'avenir en empruntant et comptent sur la croissance économique pour rembourser. Quand la croissance manque, la confiance s'en va.***

Pourquoi ce jeu de dominos ?

Pour l'Irlande, la confiance s'est envolée avec la croissance (5 % par an entre 2000 et 2007). La récession dure depuis trois ans maintenant et fait craindre le pire. Un investisseur analyse la situation, conclut à un risque de défaillance et le premier domino tombe… Si un domino tombe, la question se pose pour les autres. Hier, l'alerte se portait sur le Portugal et sur l'Espagne. A Lisbonne, comme à Madrid, on assurait qu'il n'y avait pas de souci, qu'on allait s'en sortir tout seul…

Une attaque de l'Espagne poserait un problème d'une tout autre ampleur : plus que la Grèce, l'Irlande et le Portugal réunis. Avec elle, on entrerait dans la cour des grands d'Europe avec l'Italie, le Royaume-Uni ou… la France.

Pourquoi refuser l'aide avant de l'accepter ?

Question de standing et de souveraineté. Pour ne pas apparaître comme un nécessiteux. La honte qui tombe sur le gouvernement annonce des élections difficiles à l'avenir. Et puis accepter l'aide c'est accepter les contreparties. Il faut en général réformer, non plus sous l'œil de Moscou, mais sous le regard attentif de Bruxelles (UE) et de Washington (FMI). Adieu la souveraineté.

Pourquoi l'Euro baisse-t-il ?

La valeur d'une monnaie reflète la confiance que l'on a en elle. Elle s'apprécie quand les investisseurs estiment qu'elle va s'orienter à la hausse et, inversement, elles se déprécient quand on craint qu'elle perde sa valeur. En ce moment, le fonctionnement de la zone euro inquiète, l'euro ne semble plus être la meilleure manière de se protéger contre une perte de valeur de ses économies. On préfère vendre. D'autres vont faire pareil… Jusqu'à ce que la confiance revienne.

Quel est le prix de la défiance ?

Un état qui emprunte à dix ans paye, exactement comme un ménage, un taux d'intérêt qui reflète la confiance que lui accordent les investisseurs. Si la Suisse veut emprunter actuellement elle doit accorder un taux d'intérêt de 1,5 %. L'Allemagne doit accepter de payer un taux de 2,7 %, la France de 3,13 % et le Royaume-Uni de 3,34 %. Mais quand l'Irlande emprunte, elle doit payer 9 % et la Grèce 12 %. Des taux usuraires, ingérables à moyen terme. Là encore la mécanique est la même que pour les particuliers : on ne prête qu'aux riches.

Pourquoi est-ce la curée ?

Chaque jour un État se présente sur les marchés financiers pour trouver des moyens de financer ces dépenses. Il échange des obligations, ce que l'on appelait les emprunts d'État, contre des liquidités. Quand la peur de voir un État fait défaut se profile, plus personne ne vient acheter des titres qui n'inspire plus confiance. Quand la crainte se propage il faut intervenir rapidement pour retrouver du crédit. Alors on appelle l'UE et le FMI.

Qui sont les « *investisseurs* » ?

Ce sont les gestionnaires de fonds, c'est-à-dire les grandes banques de la planète, qui gèrent l'épargne collectée auprès des entreprises, dont la trésorerie est positive, celle des pays qui engrangent des réserves de devises ou les particuliers. Le premier investisseur est aujourd'hui la Chine, qui dispose de 2.000 milliards d'euros pour intervenir ou bon lui semble, mais pas à n'importe quel prix. Personne, ni les banques, ni les pays, ni les particuliers, n'a envie de perdre sa mise. D'où un taux d'intérêt qui augmente quand la confiance dans le pays diminue.

Comment agissent les spéculateurs ?

Ils se focalisent sur un pays réputé fragile, prennent des positions financières à la baisse, suscitent des rumeurs et des articles de presse alarmistes (en particulier dans les journaux économiques britanniques et allemands, considérés les plus crédibles) et rachètent les obligations d'État dès qu'elles ont assez baissé. Comme tout se passe a crédit, ils peuvent gagner des milliards. Mais aussi les perdre, si leurs manipulations échouent.

Pourquoi la Suisse ne sera jamais attaquée ?

La Confédération helvétique a tout pour rassurer : un excédent budgétaire en 2009 de 1,8 milliard d'euros, une dette qui

représente 45 % du PIB, un taux d'épargne des ménages de 13 %. Alors que même l'Allemagne peut avoir du mal à placer ses emprunts. Jeudi, Berlin n'est pas parvenu trouver preneur pour 6 milliards d'obligations à dix ans, le compteur s'est arrêté à 4,8 milliards dont 20 % ont été placés auprès de la Bundesbank. C'est un signe de défiance qui peut expliquer que la chancelière Angela Merkel se soit montrée soudainement plus confiante que jamais dans l'avenir de la zone euro, au moins dans ses déclarations.

A quoi servent le Fonds européen et le FMI ?

Cette mécanique implacable qui veut que l'on parvienne à se financer en fonction de la confiance que l'on inspire explique la mise en place du Fonds européen de stabilité financière (FESF) qui se substitue aux États défaillants. Cela revient à aller chercher son père ou sa mère pour être caution d'un emprunt ou pour obtenir la location d'un appartement. Mis en place en juillet, il peut lever 440 milliards d'euros avec un taux d'intérêt proche des meilleurs.

Un pays peut-il faire faillite ?

Oui et non. Quand un pays renégocie sa dette avec ses créanciers on peut considérer qu'il a fait faillite. Il n'est pas en mesure de faire face à ces engagements immédiats. Dans cette situation, une entreprise dépose son bilan. La liquidation viendra ensuite si aucune solution de relance ne se dessine. Quand l'Irlande doit accepter la caution de l'Europe, on peut considérer qu'elle est en faillite.

France Soir

(Merci à Erwinn)